

Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la
Direction de l'Information et de l'Accueil

17 janvier 2017



Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@nordpasdecalaispicardie.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille



SOMMAIRE

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(2 articles)



mardi 17 janvier 2017

M6 dévoile le plan d'Etam (499 mots)

Cela ne leur a fait ni chaud ni froid. Pourtant, le reportage que M6 a consacré à Etam dimanche soir était passionnant. Pui...

Page 9



mardi 17 janvier 2017

Etam: 3 millions de mètres de dentelle chez Brunet en chine

(503 mots)

Etam fête ses 100 ans. Capital a consacré un reportage à cette success story à la française, qui appuie une bonne partie de...

Page 10

VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(4 articles)



mardi 17 janvier 2017

Le Département saisit le tribunal administratif (254 mots)

AISNE Les transferts de compétences entre les conseils départementaux et régionaux, dans le cadre de la loi NOTre, ne sont ...

Page 12



mardi 17 janvier 2017

Éco-village balnéaire de Sangatte: les collectivités invitées à s'engager (547 mots)

PAR BRUNO MALLET calais@lavoixdunord.fr SANGATTE. À l'ouest de Calais, un important projet immobilier et touristique poursu...

Page 13



mardi 17 janvier 2017

La Région travaille sur l'idée d'une société d'économie mixte

(478 mots)

Natacha Bouchart est interpellée à double titre par Jacques Gounon: en tant que présidente de Cap Calais et vice-présiden...

Page 14



mardi 17 janvier 2017

«Quand on veut, on peut...» (219 mots)

Guy Allemand, maire de Sangatte, estime que participer financièrement à un tel projet, pour les collectivités, «c'est possi...

Page 15

VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...

(8 articles)

LA VOIX DU NORD

mardi 17 janvier 2017

Collecte des emballages : un bras de fer à 250 000 € pour le SMAV (328 mots)

Page 17

PAR FABIEN BIDAUD arras@lavoixdunord.fr ARRAGEOIS. C'est un rôle qu'il ne déteste pas, Philippe Rapeneau. Mais cette fois, ...

LA VOIX DU NORD

mardi 17 janvier 2017

La paille, un matériau isolant d'avenir pour l'écoconstruction? (326 mots)

Page 18

par david derieux saintpol@lavoixdunord.fr Frévin-Capelle. Le maire Philippe Carton et l'équipe municipale ont engagé une r...

LA VOIX DU NORD

mardi 17 janvier 2017

Un débouché à exploiter localement (243 mots)

Page 19

Le développement de l'utilisation de la paille comme isolant est porteur de promesses et de débouchés pour les artisans qui...

LA VOIX DU NORD

mardi 17 janvier 2017

Terre d'innovation (132 mots)

Page 20

Terre d'innovation Concevoir en milieu rural un matériau innovant pour l'écoconstruction est un défi excitant. Toutes les b...

LA VOIX DU NORD

mardi 17 janvier 2017

Les voitures électriques c'est bien, pouvoir les recharger, c'est mieux! (495 mots)

Page 21

par alice favier hazebrouck@lavoixdunord.fr hazebrouck. Le test est sans appel. Christophe (1), propriétaire d'un véhicule ...

LA VOIX DU NORD

mardi 17 janvier 2017

C'est quoi le problème? (167 mots)

Page 22

Lors de l'achat de sa voiture électrique, Christophe a reçu deux câbles, correspondant à deux types de prises. La première ...

Le Parisien

mardi 17 janvier 2017

Ces bornes doivent booster l'achat de voitures électriques (352 mots)

Page 23

environnement Par Hervé Sénamaud Des bornes électriques aux quatre coins du département ou presque. Le s...

Le Parisien

mardi 17 janvier 2017

« Elles pourront être géolocalisées » (170 mots)

Page 24

Candidat de la première heure pour l'implantation de bornes électriques sur son territoire, Daniel Dray, maire (LR) de La Chapelle-e...

VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

mardi 17 janvier 2017

Des filets biodégradables contre la «pêche fantôme» testés dès 2018? (349 mots)

par Emmanuelle Dupeux boulogne@lavoixdunord.fr Boulogne-sur-Mer. 1 Filets et pêche fantômes Des études menées au niveau nat...

Page 26

LA VOIX DU NORD

mardi 17 janvier 2017

Qu'en pensent les pêcheurs? (297 mots)

Que pensent les marins pêcheurs de ce projet de filets biodégradables? Les points de vue sont différents selon le type de p...

Page 27

VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

mardi 17 janvier 2017

Neuf producteurs locaux créent leur plateforme logistique

(465 mots)

par Florence DELSINNE avesnes@lavoixdunord.fr Sambre-Avesnois. Ils sont neuf pour l'instant, mais nul doute que leurs rangs...

Page 29

LA VOIX DU NORD

mardi 17 janvier 2017

Paysans Grand Hainaut (96 mots)

L'association de préfiguration Paysans Grand Hainaut se compose de Stéphane Dubois, lycée du Quesnoy, secrétaire; Frédéric ...

Page 30

VP8 - CULTURE

(1 article)

**Courrier
picard**

mardi 17 janvier 2017

Le musée entre en phase de construction (533 mots)

Le stationnement est interdit depuis une semaine maintenant rue Puvis-de-Chavannes. Avant le début des travaux de construct...

Page 32

VP10 - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, UNIVERSITÉS

(1 article)

**Aujourd'hui
en France**

mardi 17 janvier 2017

Ces universités qui changent de nom (318 mots)

Par Christel Brigaudeau Ne l'appellez plus Nanterre... Ou en fait si : aujourd'hui, l'université de la ...

Page 34

VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE...

(1 article)



Église et mairie en rénovation (234 mots)

À la cérémonie des vœux d'Anne Cardon, maire de Remaucourt, il y avait une assistance composée principalement d'habitants, ...

Page 36

VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

(1 article)



L'école des arts équestres menacée (263 mots)

Noailles Par Farida Chadri Est-ce l'heure de fermer ses portes pour l'école des...

Page 38

VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...

(3 articles)



L'aire de passage des gens du voyage tant attendue est enfin sur les rails (392 mots)

Par François Flourens metro@lavoixdunord.fr Lesquin. Dany Wattebled, maire de Lesquin, exulte. Il l'a claironné lors des vœ...

Page 40



«Sédentarisation forcée» (270 mots)

«Raisonnement en termes de places ne correspond pas aux besoins de la communauté des gens du voyage». Sur ce point, Étienne Sc...

Page 41



Des terrains provisoires, en attendant (313 mots)

«C'est quand même incroyable qu'il manque 400 places sur un schéma départemental de la communauté urbaine de Lille et que ç...

Page 42

VP15 - SANTÉ

(1 article)



Prise en charge, organisation: le CHD décroche la meilleure note (290 mots)

PAR BENJAMIN CORMIER dunkerque@lavoixdunord.fr DUNKERQUE. La plus mauvaise note est un E. Et l'hôpital de Dunkerque décroch...

Page 44

CARNET

(1 article)

LA VOIX DU NORD

mardi 17 janvier 2017

Caroline Boisard-Vannier, officier de réserve au service de santé des armées (187 mots)

Page 46

par emmanuel crapet lille@lavoixdunord.fr hellemmes. Caroline Boisard-Vannier, chirurgien-dentiste et élue d'opposition (Le...

POLITIQUE RÉGIONALE

(8 articles)

**L' AISNE
NOUVELLE**

mardi 17 janvier 2017

Les huit travaux de la nouvelle Agglo (671 mots)

Page 48

Une «opportunité». C'est ce que tous ont défendu hier, tant au conseil d'agglomération qui a vu l'installation des nouveaux...

**L' AISNE
NOUVELLE**

mardi 17 janvier 2017

«Ça peut renforcer notre solidarité» (329 mots)

Page 49

Ex-président de la feue communauté de communes du canton de Saint-Simon (C32S), Roland Renard est le premier vice-président...

LA VOIX DU NORD

mardi 17 janvier 2017

Une cérémonie de vœux en forme d'ode à la CCFI (358 mots)

Page 50

Par Victoire Haffreingue-Moulart armentieres@lavoixdunord.fr Nieppe. Il est 17h ce samedi, la salle Line-Renaud est bondée....

LA VOIX DU NORD

mardi 17 janvier 2017

La vidéosurveillance arrivera en 2017 (188 mots)

Page 51

Le maire, Roger Lemaire, l'a annoncé: Nieppe verra arriver en 2017 des caméras de vidéosurveillance. À Bailleul, trente cam...

LA VOIX DU NORD

mardi 17 janvier 2017

L'UDI régionale s'estime méprisée après les investitures des Républicains aux législatives (370 mots)

Page 52

région. Portés par des bons résultats depuis 2012, les centristes ont de l'appétit pour les législatives de juin. Alors qua...

**Courrier
picard**

mardi 17 janvier 2017

La famille centriste en ordre de bataille (548 mots)

Page 53

Nous nous félicitons de connaître cette liste et nous en prenons acte». Ce seront finalement les seuls mots à peu près aima...

**Courrier
picard**

mardi 17 janvier 2017

La liste des candidats UDI en Picardie (119 mots)

Page 54

La liste des candidats UDI en Picardie Somme 1ere (Amiens): Salwa Barjoud; 2e : Hubert De Jenlis (1er Vice-Président du Con...

La droite explose face au parachutage de Marjorie Gosselet

(491 mots)

Page 55

Par Béatrice Frère AVEC G. C. maubeuge@lavoixdunord.fr Avesnois. 12e circonscription Elle voulait la 18e circonscription, q...

POLITIQUE NATIONALE

(5 articles)

Arnaud Montebourg tient meeting sur le pavé lillois: pas banal

(375 mots)

Page 57

PAR LAURENT DECOTTE region@lavoixdunord.fr LILLE. Pas d'affiche, pas de comm' en amont. Une façon de vraiment jouer le jeu ...

Macron, le trouble-fête de la présidentielle (1116 mots)

Macron ? Comment vous dire... Ras-le-bol ! ", s'était énervée Martine Aubry à l'automne 2015, agacée par les attaques du mini...

Page 58

François Fillon s'inquiète de la poussée du candidat d'En marche ! (957 mots)

Feu sur Macron ! Après l'avoir longtemps ménagé, François Fillon et ses troupes ont décidé de charger ce rival qui leur ins...

Page 60

Le FN voit en M. Macron un " concurrent direct " (759 mots)

Emmanuel Macron vient de s'imposer à l'agenda du Front national. Alors que le parti d'extrême droite concentrait jusqu'à pr...

Page 62

Le Pen " n'a pas demandé à voir Trump " (155 mots)

De retour d'un voyage de trois jours à New York, la présidente du FN, Marine Le Pen, a assuré sur RTL, lundi 16 janvier, ne...

Page 63

P - EMPLOI ET
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

M6 dévoile le plan d'Etam

Cela ne leur a fait ni chaud ni froid. Pourtant, le reportage que M6 a consacré à Etam dimanche soir était passionnant. Puisqu'il présentait la stratégie de ce nouvel actionnaire de Noyon en lingerie, sur les marchés asiatique et internationaux et pour la baisse des coûts de production. Aucune allusion à l'entrée d'Etam dans le capital du dentellier calaisien à hauteur de 20 % n'y a été faite, puisque le tournage était bien sûr antérieur à l'annonce officielle intervenue jeudi dernier. « On a vaguement parlé ce matin (lundi matin, NDLR) du reportage dans l'usine mais sans plus. Puisque tout va bien », grincent, acerbes, des salariés de Noyon. Car le mot d'ordre reste, en interne, la satisfaction après l'audience du tribunal de commerce de la semaine dernière. « Tout va bien, donc on n'a pas grand-chose à se dire. » Un sujet qui associe Etam et délocalisation d'un dentellier calaisien - celle de Brunet - fait-il réagir ?

Non. « Ce que l'on entend dire et répéter, c'est qu'il y a une cession avec reprise des 170 salariés, donc cela suffit à contenter tout le monde... » Presque tout le monde, puisque des salariés continuent quand même de se poser des questions sur l'après-cession. Par exemple sur les clauses de la reprise des salariés qui excluent RTT et congés payés. Ou la capacité financière à régler les soldes de tout compte que les salariés licenciés en fin d'année dernière attendaient encore hier.

Quelles sont les réelles intentions d'Etam ?

Un calendrier a commencé à circuler au sein de l'entreprise calaisienne, il évoque la date du 9 février comme celle qui devrait permettre de valider définitivement la cession à ses nouveaux actionnaires. Le tribunal avait annoncé cette échéance la semaine

dernière. Mais cette date devrait aussi coïncider avec la création de la nouvelle entité. Elle verrait donc le jour également le 9 février. « Cela va vite... Et nous ?, s'inquiètent déjà des salariés. Comment cela va-t-il se passer juridiquement pour nous ? Est-ce que nos contrats de travail vont rester valables ? Est-ce que l'on va devoir en signer un nouveau ? Ou même signer un avenant ? Et si c'est le cas, est-ce que cela va changer quelque chose pour nous ? » A moyen terme, le reportage de Capital pose la question de l'enjeu de l'arrivée d'Etam chez le dentellier : renforcer l'image du Made in France sont si friands les Asiatiques ? Consolider ses créations avec un savoir-faire connu et éprouvé ? Ou a-t-il des visées plus ambitieuses ? Certes, Etam n'aura que 20 % de la nouvelle entreprise. Mais 20 %, cela suffit pour mettre un pied dans la porte. Laurent Geumetz ■



Etam: 3 millions de mètres de dentelle chez Brunet en chine

Etam fête ses 100 ans. Capital a consacré un reportage à cette success story à la française, qui appuie une bonne partie de sa réussite actuelle à la Chine. Eh oui, Etam a six fois plus de boutiques en Chine qu'en France. Son objectif pour les années à venir : ni plus ni moins que conquérir le monde à moindre risque avec des boutiques franchisées. Le groupe mise sur la lingerie, «secteur historique et le plus rentable avec des marges autour de 20 %, deux fois plus que ce qu'il gagne dans le prêt-à-porter », précise la journaliste. En France, Etam est n°1 de la lingerie avec 35 % du réseau de distribution spécialisé. Son credo : «du chic, du beau et pas cher et rapide à produire». Rien n'est vendu au-dessus de 45 euros en lingerie. Etam, c'est plus de 500 références en magasin et 2000 créations par an. Créations dictées par les coûts : les stylistes «ne

peuvent pas aller sur des dentelles au-delà de tel prix. Pour réaliser des pièces si techniques tout en maintenant des petits prix il n'y a pas de secret.» Pour ses petits prix, Etam a «totalement délocalisé principalement en Asie dans la région de Shenzhen». Le fournisseur qui assemble les sous-vêtements réfléchit à délocaliser en Birmanie car le salaire des ouvriers chinois a doublé en 5 ans. La Birmanie coûte aujourd'hui cinq fois moins cher. C'est là que le reportage devient préoccupant... pour Calais. Car «là où Etam a beaucoup gagné, c'est sur sa matière première la plus chère, la dentelle. Car son fournisseur numéro 1 est venu s'implanter à Shenzhen. De la dentelle de Calais made in China»... avec la dentelle Brunet. Arnaud et Hélène ont tout quitté pour s'installer là bas. «La société se développant à l'étranger nous a conviés à venir nous installer

à Hong-Kong ou Shenzhen, c'était en 2004-2005», explique Arnaud. «Les managers n'ont pas vraiment eu le choix, l'entreprise a fermé en France pour mieux rouvrir ici. Pour garder leur boulot, ils ont débarqué avec leur famille et métier à tisser dans leurs bagages, poursuit le reportage. Pour Etam c'est une aubaine, du savoir-faire français au tarif chinois, 30 % moins cher qu'en France.» Etam «fait fabriquer ici sa dentelle star utilisée sur un soutien gorge sur deux». C'est plus de 3 millions de mètres de dentelle chaque année que Brunet produit pour Etam, occupant jusqu'à 10 machines textronic. Quelle stratégie Etam aura-t-il pour Noyon? Vatt-elle inciter à la production en Asie, notamment au Sri Lanka? Contactée, la société n'a pas été en mesure de répondre à nos questions pour le moment. C.D. ■



VP2 - TRANSPORTS,
INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT...

Le Département saisit le tribunal administratif

AISNE Les transferts de compétences entre les conseils départementaux et régionaux, dans le cadre de la loi NOTre, ne sont pas forcément une formalité. L'exemple des transports scolaires, jusqu'ici gratuits dans l'Aisne, constitue un cas d'école dans ce département. Lundi 16 janvier lors de son débat budgétaire 2017, le président de l'assemblée axonaise, Nicolas Fricoteaux (UDI) a annoncé qu'il saisissait le tribunal administratif d'Amiens

dans le but de casser l'arrêté du préfet pris le 22 décembre dernier. Selon l'exécutif de l'Aisne, l'arrêté n'est pas conforme à la Commission locale d'évaluation des charges et des ressources transférées (Clecr) et surtout le transfert de charges pénaliserait financièrement son département en faveur du Nord et du Pas-de-Calais. Le manque à gagner pour l'Aisne est estimé à 1,1 M€ en 2017 et même 2 M€ en 2018. L'opposition départementale par la voix de Georges Four-

ré (divers gauche), a dit «partager la décision de recours». De son côté, le chef de file du FN, Franck Briffaut a affirmé que le transport scolaire n'était qu'une «illustration» de la situation «inextricable» suscitée par la loi NOTre et qui provoquera bien d'autres difficultés. Selon lui, les départements sont de plus en plus menacés dans leur existence même. ■



Éco-village balnéaire de Sangatte: les collectivités invitées à s'engager

PAR BRUNO MALLET
calais@lavoixdunord.fr
SANGATTE. À l'ouest de Calais, un important projet immobilier et touristique poursuit, lentement, son bonhomme de chemin. C'est l'éco-village balnéaire de Sangatte, qui prévoit la construction d'un golf de standard international, et un vaste programme immobilier (lire ci-contre). Initié il y a près de quinze ans par la commune de Sangatte, ce projet est désormais sous la responsabilité de la société Euro Immo Get, à qui la municipalité a délégué l'opération d'aménagement. Il s'agit d'une filiale à 100% du Groupe Eurotunnel, dont le PDG Jacques Gounon a poussé, hier, ce qui pourrait ressembler à un coup de gueule: «Je ne comprends pas que tous les moyens locaux ne soient pas concentrés sur cette opération», affirme-t-il. Il regrette en particulier que les collectivités territoriales et locales ne le soutiennent pas financièrement. «C'est un projet majeur pour le Calaisis en termes d'image, d'emploi, d'attractivité. Il est plus mûr que d'autres projets abondamment soutenus. Il avait

d'ailleurs toute légitimité pour être inscrit au contrat de territoire. Et j'ai l'impression d'être le seul, avec le maire Guy Allemand, à s'y intéresser», assène le PDG. Jacques Gounon sollicite notamment les interventions de la Région et de Cap Calais pour l'acquisition foncière des 120 hectares du golf (les parcelles de l'opération immobilière appartiennent déjà à Eurotunnel), et celle du Département pour la voirie, pour une somme estimée de 7 à 10 millions d'euros. Faute de quoi «le projet serait retardé, voire stoppé».

DANS LE MAQUIS

Le moment choisi par Jacques Gounon pour lancer cet appel n'est pas anodin. D'abord, le projet a jusqu'ici avancé avec une extrême lenteur: «Il a progressé avec difficulté dans le maquis des normes et des réglementations françaises. Ce même projet, à Folkestone, serait déjà terminé. Il y a également les voies de recours contentieux que l'on doit purger». Celles-ci sont en passe de l'être, le jugement du tribunal administratif de

Lille, certainement favorable au projet, étant attendu ces jours prochains (notre édition du 11 janvier). Le projet dans son ensemble bénéficiant d'une déclaration d'utilité publique, les acquisitions foncières vont pouvoir commencer rapidement pour la partie golf. D'autre part, l'opération financière sur le projet immobilier ne s'annonce pas vraiment juteuse pour le groupe Eurotunnel. Il a déjà été amputé de 110 logements, pour se conformer aux comptes fonciers du SCOT (schéma de cohérence territoriale), qui limite les droits à construire dans les communes du littoral. Ensuite, le marché immobilier dans le Calaisis est très difficile. «Ce projet est mené dans le cadre de notre mission d'aménageur, conclut Jacques Gounon. Il ne nous fera pas gagner d'argent. Mais nous n'avons pas vocation à en perdre.» D'où cet appel aux collectivités au soutien d'un projet dont toutes se sont toujours accordées à reconnaître la pertinence. Lire également page suivante. ■



La Région travaille sur l'idée d'une société d'économie mixte

Natacha Bouchart est interpellée à double titre par Jacques Gounon: en tant que présidente de Cap Calais et vice-présidente du conseil régional. Mais c'est sous une troisième casquette, celle de présidente de Calais Promotion, qu'elle affirme soutenir le projet d'éco-village balnéaire «depuis le début. Nous l'avons associé à de nombreuses opérations de promotion, notamment sur des salons». En revanche, elle indique que Cap Calais, comme la Région, n'ont été sollicités que très récemment. «Pendant très longtemps, on ne nous a rien demandé, explique Natacha Bouchart. C'était un projet privé, qui suivait son chemin privé. C'est pour cette raison qu'il n'a pas été inscrit dans le contrat de territoire.» Celui-ci (qui permet au territoire de percevoir environ 150 millions d'euros de crédits publics pour financer des projets et relancer son attractivité touchée par la crise migratoire) a été ficelé «en six se-

maines, en octobre et novembre 2015. Nous avons listé toutes une série d'investissements, mais je n'ai reçu le dossier du golf qu'après la signature du contrat», rappelle Natacha Bouchart. Pour autant, cette dernière affirme l'intérêt du projet, «vital pour le territoire et complémentaire avec le site des Deux caps ou la rénovation du front de mer. Il mérite à ce titre d'être aidé. Jacques Gounon a rencontré le président de Région Xavier Bertrand le 28 novembre. Il faut créer un outil qui permette à la force publique d'intervenir, les services de la Région travaillent sur l'idée d'une société d'économie mixte».

«Mettre tout le monde autour de la table»

Caroline Matrat, conseillère départementale, estime que le projet est très intéressant, «et manifestement plus

avancé que d'autres, comme Heroic Land, largement soutenus par la force publique». Pour autant, l'élue regrette qu'il ne fasse pas l'objet d'une présentation plus en détail auprès des collectivités: «Finalement, je n'en connais que ce que j'en lis dans la presse. Le Département a montré son engagement pour l'opération Grand Site. Ce projet de golf me semble complémentaire.» Quant au premier élu concerné, le maire de Sangatte Guy Allemand, il dit «comprendre le coup de gueule de Jacques Gounon: c'est une manière de provoquer les choses. Ce projet va créer 150 à 200 emplois directs, il est reconnu d'utilité publique, rien ne s'oppose à ce que les collectivités s'y associent. Ce serait bien que le sous-préfet mette tout le monde autour de la table». BRUNO MALLET ■



«Quand on veut, on peut...»

Guy Allemand, maire de Sangatte, estime que participer financièrement à un tel projet, pour les collectivités, «c'est possible. La Région avait bien financé à hauteur de 14 millions le nouvel émissaire en mer pour l'usine Tioxide (ndlr: opération indispensable pour la réalisation du chantier de Calais Port 2015), qui ne compte plus que 115 salariés... Quand on veut trouver de l'argent, on peut.» Le maire de Sangatte est sur la

même longueur d'ondes que Jacques Gounon, le PDG d'Eurotunnel, qui ne manque pas l'occasion de contester le financement des travaux du port de Calais par les collectivités publiques, contre lequel il a déposé un recours devant le tribunal administratif il y a deux ans (nos précédentes éditions). «Nous attendons l'audiencement de ce recours, indique le PDG. Si mon recours l'emporte, j'estime rendre un grand

service à la Région, car le port de Calais est assez riche pour lever les fonds lui-même pour ce projet d'extension (ndlr: le projet d'extension du port de Calais, chiffré à 862 millions d'euros, bénéficié de 270 millions d'aides publiques). La Région n'avait pas à venir en garantie de ce projet-là.»B. M. ■



VP4 - DÉVELOPPEMENT
DURABLE, TRI, TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE...

Collecte des emballages : un bras de fer à 250 000 € pour le SMAV

PAR FABIEN BIDAUD
arras@lavoixdunord.fr ARRAGEOIS. C'est un rôle qu'il ne déteste pas, Philippe Rapeneau. Mais cette fois, le président du SMAV (Syndicat mixte Artois valorisation) se serait bien passé de jouer les grognards à l'égard d'Eco-Emballages. De quoi s'agit-il? Eco-Emballages est l'entreprise, qui depuis le début des années 1990, collecte la taxe versée par les industriels qui produisent des emballages. Cette taxe sert à financer le tri sélectif et plus globalement à valoriser les emballages jetés au rebut. Problème: la révision des tarifs qu'Eco-Emballages prévoit

d'actionner dans un an reste en travers de la gorge des syndicats de collectes de déchets, dont plus de 800 en France sont regroupés au sein de l'association AMORCE. «Je me bats avec eux parce que le compte n'y est pas!, fulmine Philippe Rapeneau, vice-président d'AMORCE. On a fait des estimations avec le changement de contrat et ce n'est pas neutre: on perdrait 1,50€ par habitant.» Pour M. Rapeneau et ses alliés, cette façon de faire trahit l'esprit du Grenelle de l'Environnement et des lois en faveur de l'écologie. «Le principe du pollueur = payeur n'est pas respecté. On considère que ce sont les metteurs

sur le marché qui doivent payer davantage de taxes, donc au final le consommateur qui achète les produits emballés.» Si ce n'est pas le cas, le SMAV pourrait devoir augmenter ses tarifs. «Le risque est qu'on sollicite davantage le contribuable, confirme Arnaud Ducatez, directeur du SMAV. Le problème est que beaucoup de marques siègent au conseil d'administration d'Eco-Emballages, il y a beaucoup de lobbying...» Le SMAV, par l'intermédiaire d'ARMORCE, a engagé un recours devant le tribunal administratif. ■



La paille, un matériau isolant d'avenir pour l'écoconstruction?

Par david derieux
saintpol@lavoixdunord.fr
Frévin-Capelle. Le maire Philippe Carton et l'équipe municipale ont engagé une réflexion depuis plusieurs années déjà pour procéder à la réhabilitation de la salle des fêtes, devenue obsolète et énergivore. Cette réflexion s'est enrichie au fil des mois, en concertation avec la com de com de l'Atrébatie et avec le GEDA (groupe d'étude et de développement agricole), jusqu'à intégrer l'hypothèse d'utiliser ce chantier comme support d'une expérimentation, visant à utiliser la paille en qua-

lité d'isolant. Cette idée d'avenir est aussi un clin d'œil au passé, puisque la paille était utilisée pour ses qualités d'isolant par les générations précédentes. Et même si ce matériau n'est pas valorisé par l'imaginaire collectif, qui retient plutôt l'image de l'habitat fragile des Trois petits cochons (!), les chiffres parlent pour lui. La paille est 30% plus efficace comme isolant que la norme de la RT 2012. Elle demeure également une matière première moins coûteuse que bien d'autres, et présente l'avantage de pouvoir être produite localement. Sauf que ça ne s'improvise pas... Pour

en arriver là, un important travail de création et de structuration d'une filière digne de ce nom est nécessaire. Le pôle d'excellence CD2E est engagé dans la démarche, le travail de définition des caractéristiques techniques est initié, les artisans vont être incités à prendre part à des formations pro-paille... Le monde agricole suit évidemment tout cela avec attention, dans la perspective de produire localement la paille qui servira à isoler les bâtiments de demain. C'est le début d'un grand chantier, riche de promesses économiques d'avenir. ■



Un débouché à exploiter localement

Le développement de l'utilisation de la paille comme isolant est porteur de promesses et de débouchés pour les artisans qui s'engageront dans cette nouvelle filière, et au premier chef pour les agriculteurs qui sauront en tirer parti. Mais la mise en place d'une telle filière ne s'improvise pas. Elle passe par la définition d'un cahier des charges rigoureux et par la mise en place d'une filière mécanisée. Elle nécessite un volume d'activité minimal pour être compétitive sur le long

terme. Hors de question en effet de se lancer dans un tel programme sans l'assurance de pouvoir produire suffisamment de paille, ni celle de s'appuyer sur un réseau de professionnels du bâtiment suffisant.

Un contexte facilitateur

Toutes les dimensions de cette filière nécessitent ainsi d'être prises en compte simultanément, et d'évoluer ensemble vers un modèle viable. Les initiateurs du projet ont la chance de

s'appuyer sur un contexte facilitateur: la com de com de l'Atrébatie animait le pôle d'excellence rurale «Bâtiment communicant et construction durable» ; des agriculteurs regroupés au sein du GEDA sont engagés dans des projets de diversification ; et le projet de Frévin-Capelle peut servir de chantier-école pour cette expérimentation qui s'inscrit dans un modèle responsable. ■



Terre d'innovation

Terre d'innovation Concevoir en milieu rural un matériau innovant pour l'écoconstruction est un défi excitant. Toutes les bonnes idées ne trouvent pas forcément naissance dans les grands pôles technologiques, et le bon sens paysan reste

une valeur sûre. Utiliser la paille comme isolant n'est pas une révolution, puisque les anciens avaient déjà recours à cette technique. À l'ère des circuits courts et des biomatériaux, il serait dommage de se priver de cette ressource. Reste à valoriser l'image

de la paille et chasser les idées reçues, selon lesquelles la paille serait fragile ou facilement inflammable. Après tout, qui aurait parié il y a une quinzaine d'années sur un tel essor des constructions en bois ?! ■



Les voitures électriques c'est bien, pouvoir les recharger, c'est mieux!

Par Alice Favier
hazebrouck@lavoixdunord.fr
hazebrouck. Le test est sans appel. Christophe (1), propriétaire d'un véhicule électrique, ouvre son coffre de voiture. À l'intérieur, deux gros câbles. Après cela, il sort de son portefeuille sa carte Pass-Pass, la glisse doucement sur la borne de recharge électrique installée il y a deux mois par la mairie. Un casier s'ouvre avec deux prises apparentes. Christophe attrape un des câbles et le branche sur sa voiture puis s'apprête à connecter l'autre bout. Mais là, problème. Il a beau insister, impossible d'introduire son connecteur dans la prise. «C'est une prise spéciale qui demande un câble spécial, je me suis renseigné dans un garage», raconte-t-il. «J'ai appelé l'usine, on m'a dit que c'était le modèle européen. Le câble nécessaire pour ce type de prise coûte 250€ HT», confirme le garagiste. Une mauvaise surprise pour

l'adepte de l'électrique qui refuse de déboursier. Quant au deuxième câble fourni lors de l'achat de la voiture et qui sert à recharger de son domicile, il pourrait, lui, se brancher à la borne sans difficulté. Seulement, «avec la prise standard, il faut attendre près de douze heures pour une charge complète, contre près de cinq heures pour l'autre. Qui peut se permettre de laisser sa voiture stationner douze heures au même endroit?», lâche, amer, Christophe, qui pointe le coût de la charge (0,70€ les 20 minutes). Lui qui se réjouissait de la mise en service de onze bornes électriques en novembre à Hazebrouck a le sentiment d'avoir été trompé. «C'est de l'arnaque!» Seule la borne présente derrière la mairie convient à son câble mais là encore, problème: «Elle est toujours occupée.» La difficulté pour recharger son véhicule ne s'arrête pas là. Direction le parking d'un hypermarché qui met à disposi-

tion deux bornes. Christophe sort sa carte pour s'enregistrer et accéder à la charge. Il scanne le code-barres: «Identifiant inconnu». Deuxième tentative, deuxième échec. Au bout de la sixième fois, il abandonne. «C'est tout le temps pareil. Je suis allé je ne sais combien de fois à l'accueil pour avoir des explications.» Le magasin affirme pourtant que «le système fonctionne parfaitement. Cette personne doit repasser à l'accueil pour s'enregistrer». Le tableau de bord de Christophe indique qu'il lui reste 78km d'autonomie. «Qu'est-ce qu'on fait? On pleure! Je vais devoir faire du vélo.» Il plaisante, mais confie à demi-mot: «Ma femme pense revenir à une thermique.» 1. Le prénom a été modifié. Le responsable des bornes électriques à la mairie étant absent, nous reviendrons sur le sujet dans une prochaine édition. ■



C'est quoi le problème?

Lors de l'achat de sa voiture électrique, Christophe a reçu deux câbles, correspondant à deux types de prises. La première de type 1 (en bas sur la photo) sert à brancher sa voiture de chez lui. Elle permet aussi de recharger via une borne, mais nécessite plusieurs heures de

charge (3kW). Plus rapide, il y a le type 3 (au centre sur la photo), de 3 à 22 kW, que possède Christophe, particulièrement déployé en France. Plusieurs sites spécialisés indiquent que ce modèle n'est désormais plus développé. Il s'agit de la prise disponible sur la borne située à l'arrière de

l'hôtel de ville. Il existe aussi le type 2 (en haut sur la photo), le modèle des onze nouvelles bornes d'Hazebrouck. Il est reconnu comme étant un standard européen. À noter que chaque prise varie en fonction du modèle de la voi ■



Ces bornes doivent booster l'achat de voitures électriques

D'ici au 18 novembre, le syndicat d'énergie de l'Oise va déployer 107 bornes dans le département pour que les véhicules électriques puissent faire des trajets plus longs.

Environnement

Par Hervé Sénamaud

Des bornes électriques aux quatre coins du département ou presque. Le syndicat d'énergie de l'Oise (SE 60) accélère son programme de déploiement de 107 bornes pour recharger les véhicules électriques, baptisé Mouv'Oise. Il inaugurera la première le 1^{er} mars, à La Chapelle-aux-Pots. Vingt-sept bornes devraient être opérationnelles au 31 mars. Les 80 restantes le seront au 18 novembre.

Surtout dans l'ouest et le sud

La répartition des bornes dans l'Oise peut paraître quelque peu déséquilibrée. « Nous ne pouvons déployer des bornes que sur le territoire des collectivités adhérentes au SE60. Ce qui

n'est pas le cas de toute une frange est du département », explique-t-on au syndicat. C'est surtout en milieu rural que seront situées les bornes. Mais les grandes villes comme Compiègne, Beauvais, Creil, Nogent ou Senlis auront également leurs installations, pour compléter celles déjà existantes proposées la plupart du temps par de grandes enseignes.

Gratuites au début, payantes dans un an

En 2017, les bornes de Mouv'Oise seront accessibles gratuitement. Mais au 1^{er} janvier 2018, les utilisateurs devront déboursier environ 2,50 € pour une recharge. De quoi participer aux frais d'entretien des installations qui seront prises en charge par les communes ou communautés de communes. La maintenance d'une borne coûtera 1 250 € par an. En revanche, le déploiement des 107 bornes est fi-

nancé à 50 % par l'Etat, 25 % par le conseil départemental et 25 % par le SE 60. Le coût de l'intégralité du déploiement s'élève donc à 1,5 M€.

De quoi compléter l'autonomie

Les appareils du réseau Mouv'Oise seront des bornes de type « accéléré » pour compléter l'autonomie du véhicule en cours de route. En clair, elles ne seront pas destinées à faire le plein d'énergie, qui devra être réalisé pendant 8 heures au domicile ou sur son lieu de travail. Mais elles permettront, après 10 minutes de charge, de faire 25 km de plus. Chacune d'elles comportera deux prises pour les voitures et deux autres pour les deux roues. Communicantes et reliées à un central de supervision, elles seront accessibles à n'importe quel usager. ■

par @leparisien_60



« Elles pourront être géolocalisées »

Daniel Dray, maire (LR) de La Chapelle-en-Serval

Candidat de la première heure pour l'implantation de bornes électriques sur son territoire, Daniel Dray, maire (LR) de La Chapelle-en-Serval semble convaincu de l'avenir de l'électricité. « Je me suis positionné très vite auprès du syndicat d'énergie de l'Oise ». Il faut dire que La Chapelle-en-Serval est l'une des premières communes de l'Oise lorsqu'on arrive du Val-d'Oise. Et que la D1017 qui traverse la ville est em-

pruntée par plus de 3 000 véhicules par jour.

« Il est important de participer au développement de véhicules plus respectueux de l'environnement, reprend l'élu. Il fallait d'abord se préoccuper des bornes et de l'alimentation électrique afin d'inciter les habitants à acheter une voiture de ce type. »

Reste à déterminer l'emplacement des bornes. « Je ne suis pas favorable à les installer le long de la D1017. Sinon, cela supprimerait deux places de stationnement alors que nous en manquons. J'opterais plutôt pour les abords de la maison médicale, à 50 m de l'axe principal. De toute façon, les bornes pourront être géolocalisées par les utilisateurs. » ■



VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL

Des filets biodégradables contre la «pêche fantôme» testés dès 2018?

Par Emmanuelle Dupeux boulogne@lavoixdunord.fr
Boulogne-sur-Mer. 1 Filets et pêche fantômes Des études menées au niveau national ont montré l'impact non négligeable de filets perdus par les pêcheurs professionnels, qui viennent notamment se coincer sur les fonds marins et les épaves. On a du mal à se l'imaginer, mais ces outils peuvent continuer à capturer des poissons pendant des décennies, totalement inutilement. Et leur décomposition attirer des prédateurs à leur tour pris au piège. Ces «filets fantôme» sont nuisibles aux espèces marines, à la biodiversité et aux habitats (ils peuvent colmater, abraser des

fonds, décoller des espèces...). 2Expérimenter des filets biodégradables Dans son programme d'actions 2017, le parc naturel marin a prévu de faire tester des filets biodégradables par des marins pêcheurs. Un groupe de travail va associer le parc et les pêcheurs dans le cadre du pôle Aquimer. «On travaillera sur des textiles innovants avec le pôle de compétitivité basé sur Lille afin d'équiper avec des filets biodégradables un ou deux bateaux de petits pêcheurs côtiers», explique Frédéric Fasquel, directeur du parc naturel marin. L'idée est que ces filets, qui auront un moindre impact sur la ressource, soient efficaces et aient aussi un coût accessible pour

les pêcheurs. Une approche «gagnant-gagnant» pour le parc et le monde de la pêche. 3Les conchyliculteurs aussi L'utilisation de ces filets serait une première en France. L'année 2017 sera consacrée à l'écriture du cahier des charges (quels types de filets, quelles dimensions, quel temps de résistance...), au tour de table financier et à l'appel d'offres pour trouver un ou deux bateaux candidats à l'expérimentation. «On espère les équiper début 2018.» Ces filets pourraient également être testés par des conchyliculteurs qui perdent eux aussi des filets entourant leurs moules de bouchot. ■



Qu'en pensent les pêcheurs?

Que pensent les marins pêcheurs de ce projet de filets biodégradables? Les points de vue sont différents selon le type de pêche pratiquée. S'agissant des chalutiers, Olivier Leprêtre, président du comité régional des pêches, estime qu'ils perdent de toute façon très rarement des filets. «99% du temps on récupère le chalut, on met un grappin à l'eau et on le traîne pour le récupérer». À 15 000 ou 20000€ le chalut, pas question de le perdre! Et quand on en perd un bout, «en général c'est déchiré et ça ne pêche plus ou très très peu». Représentant CFDT des fileyeurs, Sté-

phane Pinto tient un discours un poil différent. «Il arrive qu'on perde des filets», reconnaît-il. Et c'est selon lui avant tout la faute de «chalutiers français ou principalement étrangers qui traînent un chalut, passent dans vos filets avec leur engin de pêche et détruisent les vôtres.» Mais «à l'heure actuelle, avec tout l'appareillage électronique, ça arrive rarement...».

d'accord pour tester

Quoi qu'il en soit, qu'il s'agisse de Stéphane Pinto ou d'Olivier Leprêtre, tous deux se disent prêts à tester un

filet biodégradable. «S'ils cherchent un bateau-pilote, je veux bien. Je cherche toujours à innover dans le bon sens; on ne cherche pas à nuire aux ressources et à notre travail», explique le premier. Olivier Leprêtre lui, est plus dubitatif: «Je veux bien essayer mais honnêtement je n'y crois pas du tout. Un filet, il faut quand même que ça soit solide!» E.Dx ■



VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

Neuf producteurs locaux créent leur plateforme logistique

Par Florence DELSINNE
avesnes@lavoixdunord.fr

Sambre-Avesnois. Ils sont neuf pour l'instant, mais nul doute que leurs rangs vont grossir rapidement. Ces producteurs de l'Avesnois, du Valenciennois et du Cambrésis, représentants toutes les familles de produits, ont décidé de se structurer et de s'unir en terme de logistique, sur le modèle des géants de la distribution, mais à leur modeste échelle. Alors que le consommateur local et régional et le circuit court ont le vent en poupe, cette démarche intelligente s'appuie sur une plate-forme de stockage située au lycée agricole du Quesnoy, livrée par les producteurs dès réception des commandes. Au moyen d'une camionnette frigorifique, une personne du lycée agricole se charge ensuite de la livraison des commandes chez les clients situés à 45mn à la ronde. Avant, chaque producteur livrait sa «petite» commande par ses propres moyens, mais ça, c'était avant.

L'objectif: mutualiser, rationaliser, rogner sur les coûts. Dans sa démarche, le groupement vise le marché de la RHD, entendez la restauration hors domicile, soit les cantines, les maisons de retraite, les restaurants, etc. Depuis septembre dernier, un site Aprolocal.fr permet déjà aux professionnels de passer commande en quelques clics sur un catalogue de produits: viande, légumes, produits laitiers. Le collège de Thiant, le restaurant Le Grand Hôtel de Maubeuge, l'Auberge du bon fermier de Valenciennes ou encore le lycée du Quesnoy figurent ainsi parmi les clients du groupement. Avec le projet de plateforme logistique d'approvisionnement local, «nous souhaitons mutualiser nos moyens logistiques et limiter nos coûts. Les commandes sont souvent des petites valeurs, les livrer en une seule fois fera gagner temps et argent», explique Frédéric Dehaussy, producteur de pommes de terre à Bazuel. «Ce sera

aussi plus simple pour les clients. S'ils ont passé commande auprès de plusieurs producteurs de la plate-forme, tous les produits seront livrés en une seule fois». Le projet de plateforme est au stade expérimental, mais déjà bien avancé. Après une première approche de clients lors d'une journée des produits locaux organisée en septembre dernier au Quesnoy, le groupement a fait appel à des étudiants d'une junior entreprise de l'ISA (Institut supérieur agricole de Lille) pour réaliser une étude de marché et cibler de nouveaux clients. Cette étude a été financée par la DRAF (direction régionale de l'agriculture et de la forêt). Le groupement a également le soutien de la chambre régionale d'agriculture et de l'ADARTH, l'association de développement agricole et rural en Thiérache-Hainaut. ■



Paysans Grand Hainaut

L'association de préfiguration Paysans Grand Hainaut se compose de Stéphane Dubois, lycée du Quesnoy, secrétaire; Frédéric Dehaussy, producteurs de pommes de terre, de Bazuel, président; Vincent Dormignies, viande bovine, à Solre, Jean-Michel Guisgand, Ferme de bonne espérance, Petite-Forêt, maraîcher, trésorier; Alexis Minet, chèvres et viande porcine, Hon-Hergies; Véronique Painchart, produits laitiers, Rainsars; Sophie Elias, produits laitiers, Forest; Mme Langlois, viande bovine, Le Cateau; Bénédicte Fays, fraises de Buvignies, Bavay; les ateliers du Val de Sambre. ■



VP8 - CULTURE

Le musée entre en phase de construction

Le stationnement est interdit depuis une semaine maintenant rue Puvis-de-Chavannes. Avant le début des travaux de construction de l'extension contemporaine du musée de Picardie et de restructuration du pavillon Maignan, prévus au printemps 2017, des interventions préparatoires à ce vaste chantier modifient déjà les habitudes dans le secteur. Les riverains ont d'ailleurs été informés par la Ville du déroulement du chantier. 1Base de vie dans le jardin République Le parapluie de protection qui couvre la toiture et les verrières est en cours de démontage. La fin de ces travaux, démarrés en juin 2016, est programmée d'ici au mois de mars, pour une réception à la mi-avril. Les bassins d'ornement dans le jardin, côté rue de la République, et les deux griffons ont été enlevés et entreposés dans une réserve du musée jusqu'à la réinstallation en 2019 à la fin des travaux. Le jardin de la rue de la République accueillera la base

de vie du chantier ainsi qu'une partie des équipes dans des locaux provisoires. L'installation de bâtiments est prévue au premier trimestre 2017. Des clôtures de chantier seront montées dans le jardin République, où les grilles d'origine seront conservées. 2Dépose des grilles rues Puvis-de-Chavannes et Jules-Lardière Un des enjeux du programme de rénovation du musée de Picardie (26 millions d'euros) mené par les architectes Catherine Frenak et Béatrice Jullien est d'ouvrir le musée, bâtiment massif construit en 1867, sur la ville. Le mur de clôture, rue Puvis-de-Chavannes va être déposé dans les semaines qui viennent. Pour les grilles, c'est déjà en cours. D'où la nécessité de neutraliser des places de stationnement. L'entrée principale du musée ne se fera plus rue de la République, où les escaliers monumentaux représentent un dénivelé de 9 mètres, mais par le pavillon Maignan. L'extension moderne de 1500 m² abritera un audito-

rium, des bureaux, les services techniques et une vraie boutique. Les aménagements des jardins et de la rue Puvis-de-Chavannes, qui ne sera pas piétonnisée, sont annoncés à l'horizon 2019. 3Arrivée de la grue cet été Ce sera une étape clé dans le déroulement du chantier. Elle sera installée à l'arrière du bâtiment. La construction du bâtiment neuf, aux lignes pures mais dont les colonnes rappellent l'architecture du XIXe siècle, débutera mi-2017 et continuera en 2018. En même temps que la rénovation du pavillon Maignan, qui sera doté d'une toiture végétalisée. Ce bâtiment de 270 m² sert aujourd'hui d'atelier de menuiserie aux équipes des musées d'Amiens Métropole. Les visiteurs entreront par la rotonde dessinée par l'artiste américain Sol LeWitt en 1983, puis le Grand Salon et les différents espaces du musée. E.T. ■



VP10 - ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR, RECHERCHE,
UNIVERSITÉS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Ces universités qui changent de nom

C'est le cas de Nanterre aujourd'hui. Mais elle est loin d'être la seule.
Explications.

Par Christel Brigaudeau

Ne l'appellez plus Nanterre... Ou en fait si : aujourd'hui, l'université de la banlieue parisienne, symbole de Mai 68 et de ses slogans contestataires, va dévoiler une « nouvelle identité » pas franchement révolutionnaire : Paris-Nanterre. C'est le troisième nom pour l'institution, encore nommée Paris-X dans les documents administratifs, et rebaptisée en 2007 du très long Paris-Ouest-Nanterre-La Défense. La fac espère ainsi se rendre plus visible pour attirer plus d'étudiants.

Sois com et tais-toi ? Les exemples de conversions à ce « name branding » sont de plus en plus nombreux. « Les universités découvrent le principe de

marque et réalisent à ce moment-là que leur nom n'est pas clair », explique Manuel Canévet, consultant en communication spécialisé dans l'enseignement supérieur. Le mouvement a débuté dans les écoles de commerce, soumises à une compétition farouche.

Jean-Jaurès à toulouse

Ainsi, pour sortir de leur image de Sup de co de province, Bordeaux et Marseille sont devenues Kedge en 2013, quatre ans après que Lille et Nice ont fusionné sous le nom de Skema. En 2014, la faculté du Mirail à Toulouse, qui renvoyait à la cité voisine de réputation sulfureuse, est devenue Jean-Jaurès. Et, début octobre, les universités du Caen et du Havre

ont décidé de revoir leur Normandie : elles intègrent maintenant le nom de leur région, si chère aux Américains, au fronton des bâtiments. « La tendance pour les universités est de territorialiser leur marque, après une période où beaucoup ont voulu des acronymes reflétant les regroupements », relève Stéphane Potelle, directeur de la com de la fac de Cergy-Pontoise. A la dernière rentrée, l'école supérieure de commerce de Dijon s'est aussi rebaptisée, en anglais : Burgundy School of Management. Ridicule ? « Ce n'est pas absurde, si on comprend que la cible de l'école est un public international, analyse Manuel Canévet. En Chine, la Bourgogne, avec son patrimoine et son activité viticole, peut séduire. » ■



VP12 - RÉNOVATION
URBAINE, LOGEMENT,
INNOVATION NUMÉRIQUE...

Église et mairie en rénovation

À la cérémonie des vœux d'Anne Cardon, maire de Remaucourt, il y avait une assistance composée principalement d'habitants, mais aussi de nombreuses personnalités venues soutenir la ruralité. Ce petit village a donc eu les faveurs des élus de toutes les collectivités. Anne Cardon avait entre autres à ses côtés la sénatrice Pascale Gruny, le député Julien Dive, la vice-présidente du conseil régional Monique Ryo, le

conseiller départemental Thomas Dubebout. Le maire les a remerciés pour leurs «présence et soutien» et notamment pour les aides accordées «en faveur de nos travaux». La preuve en est en faisant le point sur les événements passés et à venir dans la commune. «L'année 2016 a été calme en matière de travaux, cependant l'électricité de l'église a été rénovée et le calvaire restauré. Pour 2017, nous prévoyons la réfection d'une

partie du plafond de l'église, de la charpente et du plafond de la sacristie, la remise en état du plafond de la mairie avec changement des fenêtres et mise aux normes de l'électricité», a-t-elle listé. L'édile a ensuite dit merci à son conseil municipal et à l'association Remaucourt loisirs, qui organise différentes manifestations, ce qui anime le village. ■



VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

L'école des arts équestres menacée

La propriété qui abrite la formation d'équitation et de voltige est mise en vente. Son directeur cherche des mécènes pour continuer l'activité.

Noailles

Par Farida Chadri

Est-ce l'heure de fermer ses portes pour l'école des arts équestres du cirque de Noailles ? Fondée en 1991 par Valérie Fratellini, elle est abritée au Moulin de pierre, une propriété de 2 ha que l'artiste circassienne a mise en vente. « Cette propriété est trop lourde pour moi, raconte la directrice pédagogique de l'Académie Fratellini, basée en Seine-Saint-Denis. J'avais monté cette école d'équitation et de voltige. Pendant dix ans, on a créé des spectacles. J'ai arrêté quand je me suis retrouvée sans professeur de voltige. Un cycle est passé. »

l'idée serait de créer un village d'artistes

Cofondateur de l'établissement, Gilles Audejean est revenu il y a trois ans dans l'Oise et a souhaité redonner un nouveau souffle à l'école. « Ou bien je trouve des investisseurs qui prennent le lieu et développent un projet culturel, ou bien on déménage. On n'a pas les moyens d'acheter », résume-t-il. Le directeur de l'école a commencé à prendre son bâton de pèlerin et à taper aux portes des institutions, notamment auprès du conseil départemental. Pas de réponse pour l'instant.

Au Moulin de pierre, quatre élèves à temps plein se forment à l'acrobatie et à la voltige. Les activités tournent

aussi autour du dressage des chevaux. « L'école en elle-même ne peut être rentable », poursuit le dresseur. L'idée serait de créer un village d'artistes accueillant des musiciens, des danseurs, des comédiens, des sculpteurs. La place ne manque pas au sein de la propriété. L'argent, oui. Avis aux mécènes. ■



Noailles. Gilles Audejean (à gauche), directeur pédagogique et dresseur, souhaite faire revivre le Moulin de Pierre.

Tél. 03.44.03.42.43.



VP14 - RURALITÉ,
DÉVELOPPEMENT DU
NUMÉRIQUE, FAMILLE...

L'aire de passage des gens du voyage tant attendue est enfin sur les rails

Par François Flourens metro@lavoixdunord.fr Lesquin. Dany Wattebled, maire de Lesquin, exulte. Il l'a claironné lors des vœux adressés à la population: l'aire de (petit) passage* des gens du voyage, d'une capacité de 60 places, pourrait enfin se concrétiser cette année. Il faut dire que ce projet avait pris un tour «clocherlesque». Une partie des terrains où sera créée cette aire d'accueil appartenait au SMA-LIM, le syndicat mixte des aéroports de Lille et Merville, une émanation de la MEL et de la Région, gestionnaire de l'aéroport. Ce dernier a toujours été accusé de «traîner des pieds» par le maire de Lesquin. Pour lui, l'affaire avait même pris un tour politique. «Daniel Percheron, (ancien

président de la Région) n'avait jamais inscrit à l'ordre du jour la vente de ces terrains. Son successeur, Xavier Bertrand, vient de faire voter, à l'unanimité, la décision de cession», insiste l' élu. Entre-temps, le préfet avait prononcé une déclaration d'utilité publique en faveur du projet et une ligne budgétaire avait été votée par la MEL depuis plus d'un an. La ville de Lesquin fait régulièrement l'objet d'installations sauvages de caravanes, en particulier au centre régional de transport (lire ci-dessous). Des occupations qui se soldent souvent par des factures astronomiques de remise en état. Gilles Mallet, président de l'association des usagers du centre régional de transport de Lesquin applaudit. Il soutient le projet

de Patrick Delebarre, (l' élu en charge des gens du voyage à la MEL) de réquisitionner une parcelle sur chacun des huit territoires de la communauté urbaine. À de nombreuses reprises, Dany Wattebled était monté au créneau pour dénoncer «le laxisme de l'État». «Nous devons à chaque fois payer les procédures très coûteuses. Maintenant que nous allons disposer d'un terrain, et que nous serons donc en conformité avec la loi Besson, l'expulsion pourra être immédiate», prévient-il. * À la différence d'une aire de grand passage (comme à Bondues) qui peut compter jusqu'à 200 emplacements, l'aire de petit passage a une capacité de 50 à 60 places. ■



«Sédentarisation forcée»

«Raisonné en termes de places ne correspond pas aux besoins de la communauté des gens du voyage». Sur ce point, Étienne Scharf, conciliateur et représentant des nomades auprès de la préfecture, est parfaitement d'accord avec Patrick Delebarre (voir ci-contre). Mais pour lui, la sédentarisation n'est pas choisie, mais forcée par un mode de fonctionnement. «On demande à leurs enfants d'être scolarisés et puis trois mois après, on leur demande de partir. La pression policière est telle que les

gens installés sur les terrains n'osent plus en sortir». Il explique aussi que les gens du voyage préfèrent investir une commune qui n'est pas en conformité avec la loi Besson, pour obtenir un répit avant l'expulsion. Et lorsqu'on l'interroge sur la mauvaise image de sa communauté liée aux fréquentes dégradations, il reconnaît que cela peut paraître choquant. Mais pour lui nécessité fait loi. «Nous sommes bien obligés d'exister. Les gens ont des obligations familiales et professionnelles, la plupart sont

commerçants ou artisans. Ils ne peuvent pas s'installer au bord des routes pour des questions de sécurité. C'est de l'urgence». Mais il se félicite de la bonne impulsion donnée par l'État dans ce dossier. «Le schéma départemental était mené sans concertation jusqu'à présent. Les choses commencent à bouger, même si les politiques freinent, parce que c'est un sujet qui fâche.» En particulier en période électorale. F.F.L. ■



Des terrains provisoires, en attendant

«C'est quand même incroyable qu'il manque 400 places sur un schéma départemental de la communauté urbaine de Lille et que ça ne préoccupe personne», peste Gilles Mallet, président de l'association des usagers du centre régional de transport de Lesquin. Patrick Delebarre, conseiller communautaire délégué, chargé des gens du voyage et de l'aménagement et la gestion des aires d'accueil, se refuse lui, à raisonner en termes de places. Pour lui il faut envisager la question sous l'angle de lieux disponibles. Sur ce point, il est d'accord, le manque d'emplacements se fait cruellement ressentir dans la métro-

pole. Son idée est donc, dans un premier temps, de recenser les terrains ou parkings disponibles, d'environ 1 à 2 hectares, dans les huit territoires de la métropole lilloise pour lutter contre les stationnements illicites. En attendant la création de terrains normalisés comme celui qui va se créer à Lesquin. «Il faudra d'ailleurs que les quatre-vingt-dix communes concernées témoignent de leur solidarité et d'une grande compréhension», explique le maire de Bondues. Selon lui, il faut moduler les capacités, mais aussi les équipements car les besoins sont différents selon les groupes de nomades. De même, cer-

taines familles disposent de leurs propres sanitaires et sont parfois autonomes en matière d'énergie. Certains terrains devront posséder en revanche des sanitaires et être reliés à l'eau et à l'électricité. Ce sera un des axes de travail du futur schéma départemental qui débutera en 2018. L'idée étant d'éviter une certaine sédentarisaiton. De nombreux terrains sont en effet utilisés par des gens qui, trop contents d'avoir trouvé un havre ne bougent plus de ce territoire. F.F.L. ■



VP15 - SANTÉ

Prise en charge, organisation: le CHD décroche la meilleure note

PAR BENJAMIN CORMIER
dunkerque@lavoixdunord.fr
DUNKERQUE. La plus mauvaise note est un E. Et l'hôpital de Dunkerque décroche un A, la meilleure. La dernière certification, procédure d'évaluation externe des établissements de santé publics menée par la Haute autorité de santé (HAS), a de quoi satisfaire le CHD, qui a fait part du résultat lors des vœux du directeur, hier. «Ce classement fait notre fierté, note Jean-Michel Hue. Cela veut dire que notre établissement est reconnu comme mettant en œuvre toutes les règles d'organisation requises. C'est le résultat de longues

années de travail de tous les personnels. Seulement 20% des établissements obtiennent cette note.»

Valable six ans

L'annonce est d'autant mieux accueillie par l'hôpital dunkerquois que la précédente note était un C-. «C'est important aussi pour nos patients, poursuit Jean-Michel Hue. Ils vont pouvoir comparer les établissements de la région, notamment à partir de ce critère, délivré par un organisme d'État indépendant.» La note est valable pour six années. Le directeur, ainsi que le Dr Aisenfarb, président

de la commission médicale d'établissement, ont toutefois indiqué que cette note n'était pas «une fin en soi» et que «des accidents étaient toujours, malheureusement, possibles». Sans faire clairement référence à «l'accident du dentier» (nos précédentes éditions), dans lequel un patient est mort et qui fait l'objet d'une action en justice, Jean-Michel Hue a enjoint toute la communauté hospitalière «à faire preuve de la plus grande vigilance, et encore plus dans ce cadre d'excellence». ■



CARNET

Caroline Boisard-Vannier, officier de réserve au service de santé des armées

Par Emmanuel Crapet
lille@lavoixdunord.fr
Hellemmes. Caroline Boisard-Vannier, chirurgien-dentiste et élue d'opposition (Les Républicains), est un petit bout de femme qui a de la suite dans les idées. Au moment de démarrer ses études de médecine, elle a longtemps hésité à les faire dans l'armée. Née à Saïgon (Hô-Chi-

Minh-Ville), d'un père breton et d'une maman vietnamienne, elle a renoncé et suivi le parcours universitaire plus classique. Il a six mois, elle a été rattrapée par l'envie de servir sous les drapeaux et a envoyé un dossier pour grossir les rangs des officiers de réserve. «Je viens de signer un contrat d'engagement de trois dans la réserve opérationnelle du

service de santé des armées», raconte l'Hellemmoise, qui a été élevée au grade de commandant. Un engagement qu'on ne prend évidemment pas à la légère: «En cas de conflit, je peux partir en opération extérieure». ■



POLITIQUE RÉGIONALE

Les huit travaux de la nouvelle Agglo

Une «opportunité». C'est ce que tous ont défendu hier, tant au conseil d'agglomération qui a vu l'installation des nouveaux élus, que lors de la cérémonie des vœux qui a suivi. Le mariage des intercommunalités de Saint-Quentin et du canton de Saint-Simon (C32S) va permettre de «créer des conditions meilleures», a affirmé Roland Renard, 1er vice-président de l'Agglo du Saint-Quentinois. Et comme pour prouver cette croyance en l'union, c'est lui-même, ex-président de la C32S, qui a introduit la candidature de Xavier Bertrand pour prendre la tête de la nouvelle entité regroupant désormais 39 communes. Celui-ci a été élu avec 66 voix sur 76. Révisions en équipe et sur le terrain Dans son discours, Xavier Bertrand a assuré qu'aller «à la rencontre des habitants» pour présenter les compétences de la collectivité est à l'agenda des prochains mois. Mais les précisions vaudront aussi pour les élus, assure-t-il, qui ne maîtrisent pas encore tous les rouages du territoire agrandi. Un fonds de concours pour la ruralité Ce sera l'une des nouveautés du mandat. Un fonds de concours va être créé pour soutenir les projets dans chaque commune autre que Saint-Quentin, visant donc les zones les plus rurales.

Soit une enveloppe pouvant aller jusqu'à 170000euros sur l'année prise sur le budget de l'Agglo. De la même manière, des aides pourront intervenir pour maintenir le commerce dans les plus petites communes, comme en permettant l'achat de locaux. Une motion pour les services publics C'était le dernier point à l'ordre du jour de ce long conseil d'agglomération: une «motion de soutien à l'action des collectivités pour le maintien des services publics». S'appuyant sur l'exemple récent de Grugies - qui a vu son bureau de poste fermer à la veille de Noël -, les élus veulent ainsi «réaffirmer le rôle des communes et de la communauté d'agglomération». Sur le fond, la collectivité réclame que «La Poste considère les élus comme de vrais partenaires du service public et les associe aux prises de décisions en amont». Et Xavier Bertrand n'exclut pas de procéder de la même manière pour interpellier la SNCF sur les retards de train. Des indemnités révisées et des délégués en plus Suite à la polémique de l'an passé, sur la hausse de son indemnité, Xavier Bertrand avait anticipé la question. Pour sa part, «c'est la même» que la précédente, a-t-il aussitôt assuré (3670euros bruts). À l'inverse, celle des 15

vice-présidents augmente (1488 euros). Enfin, s'ajoute une nouvelle «catégorie»: les conseillers communautaires avec délégation; ceux-ci percevront 229,46euros. Un autre parking pour le parc animalier La collectivité installée, les réunions débutent. Et avec en tête... la fermette du parc d'Isle «pour trouver un nouvel accès», précise Xavier Bertrand. Le parking côté avenue Léo-Lagrange arrivant à saturation, une solution est à l'étude le long de la voie ferrée pour créer de nouvelles places. Les autres chantiers Parmi les autres dossiers à l'étude, le président évoque la friche du Maréchal-Juin dont la démolition a débuté - pour devenir logements, maison des étudiants et pépinière d'entreprises-, ainsi que le vieux port. L'élu veut également «développer l'apprentissage de la natation». Le canal Seine Nord Europe pour les emplois L'ex-maire de Saint-Quentin y croit: les travaux qui vont être engagés pour le canal peuvent offrir des possibilités d'emploi pour les habitants du secteur. «Il faut réfléchir à quels seront les besoins de formation», pour répondre à la demande. M.FO. ■



«Ça peut renforcer notre solidarité»

Ex-président de la feuée communauté de communes du canton de Saint-Simon (C32S), Roland Renard est le premier vice-président de la nouvelle collectivité. À l'origine peu partisan d'une fusion quelle qu'elle soit, il défend aujourd'hui la jeune entité. Qu'attendez-vous de cette collectivité agrandie? C'est qu'on puisse être à l'écoute des populations et traduire avec des actes des actions qui permettent à nos habitants de vivre toujours mieux. Et l'espoir [que j'ai] aussi, c'est son efficacité pour se projeter dans la modernité. [...] C'était possible avant. Le problème, c'est que

nous, C32S, on avait fait des services de proximité. Ça peut donc être un élargissement de ces compétences. Et puis bien sûr, l'espoir que l'aménagement du territoire se fasse harmonieusement, avec un pôle urbain mais aussi un territoire rural qui veut se développer. Vous ne redoutez pas que les campagnes perdent au profit de la grande ville? Je n'ai pas de craintes comme ça. On peut aller vers des fonds de concours qui peuvent compléter certaines subventions de la Région ou autre. La vie des communes a souvent été remise en cause, mais ça fait partie de notre histoire. Ça fait partie des pôles vivants de la

démocratie. Au contraire, même, ça peut renforcer notre solidarité. Pourtant, les vice-présidences sont largement occupées par les Saint-Quentinois. Pas d'inquiétude malgré tout? Non. Les conditions de cette fusion se sont faites dans les meilleures conditions possible. Il est normal que la ville soit représentée. En sachant que le milieu rural, ce sont six vice-présidents, trois de chaque côté [communauté d'agglomération de Saint-Quentin et C32S]. L'équilibre a été trouvé. Je pense qu'il n'y a pas d'inquiétudes à avoir. ■



Une cérémonie de vœux en forme d'ode à la CCFI

Par Victoire Haffreingue-Moulart
armentieres@lavoixdunord.fr
Nieppe. Il est 17h ce samedi, la salle Line-Renaud est bondée. Les places assises sont chères pour assister à la cérémonie de vœux du maire, Roger Lemaire. L' élu a les yeux rivés sur la porte. Le président de la Région (LR), Xavier Bertrand, doit arriver d'une minute à l'autre. Un diaporama sur les événements marquants de 2016 se lance, laissant le temps au retardataire de s'installer aux côtés du président de la communauté de communes de Flandre intérieure (CCFI), Jean-Pierre Bataille. L'assemblée est maintenant au complet.

L'Église fera peau neuve

Devant les deux présidents, Roger Lemaire se soumet à l'exercice des vœux. L'occasion de rappeler son attachement à l'intercommunalité. «J'ai grand plaisir à rappeler qu'à Nieppe, nous sommes la porte d'entrée de la Flandre», avant de conclure «merci la CCFI». Après avoir égrené les principaux chantiers de 2016 dans sa commune, c'est l'heure de se tourner vers l'avenir. Parmi les principales préoccupations pour 2017, les travaux du parking de la halte gare de Nieppe qui devraient commencer dès le mois de mai et permettre la création de soixante-treize places supplémentaires. 2017

sera aussi l'année de la sécurité pour Roger Lemaire qui annonce la mise en place de caméras de vidéosurveillance. «Nos voisins ont déjà fait ce choix, on ne voudrait pas que tout le monde se rue sur nous maintenant», justifie l' élu. Autre chantier à venir, celui de l'église Saint-Martin. «Ça ne va pas être donné», concède le maire, pragmatique. Un message entendu par le président de la Région. «Je ne vais pas vous promettre des mille et des cents mais, je promets de vous aider», assure Xavier Bertrand. Une aide qui devrait permettre de financer une partie des travaux de rénovation du clocher et de la façade du bâtiment. ■



La vidéosurveillance arrivera en 2017

Le maire, Roger Lemaire, l'a annoncé: Nieppe verra arriver en 2017 des caméras de vidéosurveillance. À Bailleul, trente caméras ont été installées. À Armentières, La Chapelle-d'Armentières et Houplines, on réfléchit aussi à l'installation d'un dispositif mutualisé. Autant d'initiatives qui ont donné des idées à la municipalité nieppoise. «On veut éviter la venue de la petite délinquance», insiste Pascal Sergent,

directeur général des services (DGS). Une décision qui s'inscrit dans une logique sécuritaire après la mise en place en 2016, du dispositif Citoyens vigilants.

VISIONNAGE EN TEMPS RÉEL

S'agissant de vidéosurveillance, les images seront visionnées en temps réel. Pour l'instant le dossier est en-

core à l'étude. Il faudra attendre le vote du budget fin mars pour connaître le nombre de caméras et le coût de leur installation. «Elles seront disséminées dans la ville», développe le DGS. Une chose est sûre, avant la fin 2017, les Nieppois devront sourire devant les caméras. ■



L'UDI régionale s'estime méprisée après les investitures des Républicains aux législatives

Région. Portés par des bons résultats depuis 2012, les centristes ont de l'appétit pour les législatives de juin. Alors quand ils ont vu la liste des candidats investis par les Républicains samedi à Paris, il y a eu comme un hoquet à l'UDI régionale. Ils pensaient avoir table ouverte. Hier, au cours d'un point presse convoqué en urgence, derrière Valérie Létard, ils ont dénoncé être réduit à la «portion congrue». Des «supplémentifs», comme «au bon vieux temps du RPR», a même grincé l'élue qui évoque «un passage en force». De fait, les listes Nord et Pas-de-Calais adoptées par les Républicains intègrent juste les sortants UDI, s'ils se

représentent, plus six circonscriptions «réservées»... mais qui ne correspondent pas forcément à celles sur lesquelles l'UDI a des visées. Du coup, la suite du propos se fait plus mordante. «Cette liste n'est pas acceptable», embraye la vice-présidente du conseil régional. La question est posée: «Nos amis de LR veulent-ils toujours de nous ou doit-on reprendre notre liberté?» Valérie Létard veut maintenant que s'ouvrent de vraies discussions. Avec des revendications très fortes dans l'Avesnois (Alain Poyart), à Lille (Nicolas Lebas et Vincent Dupire), mais aussi en Flandre (Bruno Ficheux). Sans geste positif, l'UDI menace de

dégainer ses candidats face aux LR, sauf sur les terres des sortants. Pour les Républicains, Gérard Darmanin relativise, taquin. «Il y a un peu de théâtre, c'est naturel à quatre mois des législatives. Le problème c'est que l'UDI est divisée. Entre ceux qui vont voir Macron et ceux qui veulent une circonscription, on s'y perd.» Et de jouer l'apaisement, malgré tout: «La porte n'est pas fermée. Des évolutions sont possibles.» Possibles mais limitées: François Fillon aura besoin de l'UDI mais n'a pas intérêt à engendrer ses frondeurs potentiels. La partie de poker commence. S. LE. ■



La famille centriste en ordre de bataille

Nous nous félicitons de connaître cette liste et nous en prenons acte». Ce seront finalement les seuls mots à peu près aimables employés par Valérie Létard, patronne de l'UDI dans le Nord, lors d'un point presse convoqué dans l'urgence ce lundi. Dans le viseur de cette introduction glaciale, la publication samedi des investitures des Républicains pour les législatives de juin et la «portion congrue» que se voient réserver les centristes. Valérie Létard, présidente de l'UDI Nord, 1ère vice-présidente du conseil régional et sénatrice du Nord a donc présenté hier à Lille les investitures de l'UDI pour les élections législatives qui auront lieu au mois de juin prochain. Rappelons que l'UDI réclame un accord identique à celui passé avec les Républicains pour les élections régionales de 2015: soit un candidat UDI pour deux candidats LR. «Cette tentative de passage en force fleure bon les méthodes anciennes» Valérie Létard Pour les législatives, on est loin du compte, no-

tamment dans les Hauts-de-France. En témoigne la sortie courroucée de Valérie Létard qui estime que l'UDI est confrontée à une attitude hégémonique des Républicains à Wattrelos (59), mais aussi plus près de chez nous dans la 2ème circonscription de la Somme. «Cette liste n'est pas acceptable», embraye la vice-présidente du conseil régional. «Cette tentative de passage en force fleure bon les méthodes anciennes: le RPR décide, les centristes se taisent». Dans cette circonscription d'Amiens Sud détenue par l'écologiste Barbara Pompili (devenue secrétaire d'État elle a cédé sa place au socialiste Romain Joron), les centristes se déchirent. L'UDI a donné son investiture à Hubert de Jenlis, premier vice-président du conseil départemental de la Somme, mais ce dernier doit faire face à la candidature dissidente d'Olivier Jardé, conseiller départemental et ex-député de la circonscription. Là où les choses se compliquent, c'est quand Olivier Jardé obtient officiellement le soutien

d'Alain Gest, député et patron des Républicains dans la Somme, sachant que ce dernier n'est probablement pas le seul à soutenir l'ex-député de la seconde. Ce week-end, Xavier Bertrand, président du conseil régional s'est ainsi ostensiblement affiché aux côtés d'Olivier Jardé et de son binôme Anne Pinon, maire LR de Dury et vice-présidente du conseil régional. Dans un univers politique où les symboles ont leur importance, cette présence n'était évidemment pas neutre. Ce qui fait dire à beaucoup que le coup de force d'Alain Gest est probablement plus qu'un simple coup de bluff. Dans un département où la famille centriste a perdu de sa superbe avec le départ de Gilles de Robien et celui de Daniel Dubois (concentré aujourd'hui sur son mandat de sénateur), les Républicains ont incontestablement réussi à prendre la main à droite. Et ils ne sont pas prêts de lâcher prise. PH. FLUCKIGER avec Sébastien Leroy (La Voix du Nord) ■



La liste des candidats UDI en Picardie

La liste des candidats UDI en Picardie Somme 1ere (Amiens): Salwa Barjoud; 2e : Hubert De Jenlis (1er Vice-Président du Conseil Départemental de la Somme); 3e (Gamaches-Oisemont) : Michèle Bigot; 5e (Albert): Stéphane Demilly (député-maire d'Albert). OISE 6e

(Compiègne) : Daniel Leca (conseiller Régional, Porte-Parole de l'UDI). AISNE 1ere (Laon): Aude Bono Vandorme (conseillère municipale de Laon, présidente de la fédération UDI de l'Aisne); 3e (Guise-Bohain,): Morgane Devigne (conseillère municipale d'Hirson); 4e (Chauny): Domi-

nique Ignaszak (ancien président de la communauté de communes Chauny-Tergnier); 5e (Château-Thierry) : Dominique Moysse (conseiller régional). ■



La droite explose face au parachutage de Marjorie Gosselet

Par Béatrice Frère AVEC G. C. maubeuge@lavoixdunord.fr Avesnois. 12e circonscription Elle voulait la 18e circonscription, qu'elle connaît bien. Elle a finalement décroché la 12e, à cheval sur le Cambrésis et l'Avesnois. «C'est dommage pour la 18e, que j'ai demandée sans relâche, mais LR a besoin de moi sur la 12e.» Marjorie Gosselet sait que la tâche sera immense face au sortant si bien ancré, Christian Bataille (PS). La maire de Niergnies, agricultrice de 44ans, veut pourtant croire en la victoire. «Une femme, jeune, issue du milieu agricole, ce sont des atouts sur ce territoire, où en plus j'ai travaillé avec beaucoup de producteurs locaux et d'entrepreneurs, dit-elle. Si je fais une belle campagne, j'ai mes chances.»

«Un affront» pour claud dupont

Mais sa première bataille sera peut-être intestinale. Joël Wilmotte, maire

d'Hautmont, nous a confirmé, ce lundi, maintenir sa candidature, «investi ou pas investi» par LR. Même topo pour Claude Dupont, qui avait sollicité l'investiture. Le maire de Boussières-sur-Sambre se fâche: «C'est scandaleux. Parce que la 12e était réservée à une femme, que Marie-Sophie Lesne et Marie-Annick Dezitter ont décliné, ils ont choisi quelqu'un qui ne connaît pas le secteur, c'est un affront.» Militant «depuis 45ans», Claude Dupont ne craint pas une éviction éventuelle. «On m'a proposé d'être suppléant, c'est hors de question.» Stéphane Wilmotte, ex-maire d'Hautmont, était aussi partant. Mais la parité appliquée à la circo conjuguée à sa radiation des listes électorales ne lui ont pas permis d'aller au bout. Ce dont il a pris acte. «Je soutiens LR, confie-t-il. J'attends toutefois de connaître le projet de Marjorie Gosselet pour le territoire.» Du côté des centristes de l'UDI, la pilule a aussi du mal à passer. En conférence de presse, à Lille

ce lundi matin, les cadres du parti ont dénoncé «une tentative de passage en force», concernant certaines circonscriptions de la région. Pour la 12e du Nord, Guislain Cambier, maire de Potelle et président de la communauté de communes du Pays de Mormal, a résumé son irritation sur les réseaux sociaux d'un rageux «déconnexion et mépris». «Ce n'est pas un parachutage, c'est un alunissage, s'énerve-t-il. C'est donner aux habitants la vision d'une gestion d'ancien régime. Il ne faut pas s'étonner après, qu'on aille à l'abstention et au rejet avec le vote FN.» Pas de moins de cinq prétendants -dont Gérard Philippe, directeur d'école dans le Cambrésis pour le FN-, à cinq mois du premier tour, la 12e, plus grande circonscription du Nord, se fait déjà désirer. ■



POLITIQUE NATIONALE

Arnaud Montebourg tient meeting sur le pavé lillois: pas banal

PAR LAURENT DECOTTE
region@lavoixdunord.fr LILLE.
Pas d'affiche, pas de comm' en
amont. Une façon de vraiment jouer
le jeu de la rencontre fortuite et une
question de sécurité: il n'y a ni filtre,
ni fouille, tout le monde peut en être.
16h30, le socialiste Arnaud Monte-
bourg s'installe devant un kakémono
(banderole) posé par son équipe à
l'angle de la rue de Béthune et de la
rue Neuve, au cœur passant de Lille
la commerçante où précisément
jouent souvent des groupes de mu-
sique amateurs. Ici pas de musique
mais un candidat à la primaire qui
nous dit vouloir échanger sur le débat
de la veille. Il ne va pas en être ques-
tion. À la place, une demi-heure de
discours décontracté, micro en main,

à même le pavé - d'où le terme
«stand-up», avec en arrière-plan, ses
thèmes de prédilection écrits:
«feuille de paie», «transition écolo»,
«nouveau traité européen», «rému-
nération des grands patrons»... En
moyenne, une centaine de personnes
devant lui: une quarantaine vont res-
ter toute la durée de l'exercice
(1h30), les autres sont des badauds
qui passent, s'arrêtent, regardent un
peu, puis poursuivent leur chemin.
Certains l'interpellent: chômage,
VieRépublique, souffrance animale.
D'autres vitupèrent: «Allez Benoît
(Hamon)! Il est de gauche au
moins!!!» Certains sont éclairés,
d'autres plus hurluberlus. C'est la
rue. «Il faut oser», saluent Fabrice et
Blandine, pourtant de droite. «On

tombe bien bas, déplore Éric, ex-mi-
litant LR. On parle quand même de
présidentielle, là c'est du niveau ba-
teleur de foire.» Opération de
comm'? C'est en effet bien couvert
médiatiquement. Mais aussi diffusé
en direct sur Facebook, signe qu'une
audience est recherchée. Pierre est
«enthousiaste» sur la démarche: «La
politique doit revenir dans la rue.»
Mais il est critique sur le résultat: «Je
regrette juste que sur le fond, il reste
très classique. C'est technique, ça
manque d'allant, de surprise,
d'amour.» Ce qu'il aurait fallu pour
retenir les foules? Lire aussi page
37. ■



Macron, le trouble-fête de la présidentielle

Face aux démonstrations de force du candidat, des élus du PS s'interrogent sur un vote utile en sa faveur

Macron ? Comment vous dire... Ras-le-bol ! ", s'était énervée Martine Aubry à l'automne 2015, agacée par les attaques du ministre de l'économie contre les 35 heures ou les fonctionnaires. Seize mois plus tard, le désormais candidat à l'élection présidentielle s'est offert un pied de nez en rassemblant, samedi 14 janvier, plus de 4 000 personnes à Lille, la ville dirigée depuis 2001 par l'ancienne ministre du travail. Taquin, Emmanuel Macron a même souhaité " *un prompt rétablissement* " à la maire de Lille, opérée du dos mercredi et en retrait de la vie politique pour six semaines.

S'il ne participe pas à la primaire à gauche, qu'il assimile à une " *querelle de clans* ", M. Macron multiplie les démonstrations de force. Le 10 décembre 2016, il a réuni plus de 12 000 sympathisants et curieux à Paris. Le 6 janvier, ils étaient un millier à Nevers. Le lendemain, 2 500 à Clermont-Ferrand. Personne, à droite comme à gauche, n'attire autant de monde.

" *Macron s'installe durablement. Ce n'est pas un feu de paille* ", reconnaît Pascal Terrasse, député (PS) de l'Ardèche, un temps proche de l'ex-ministre avant de prendre ses distances. " *Quelque chose est en train de se métaboliser dans la société* ", se réjouit l'entourage.

" En apesanteur "

Dans les équipes de campagne, le candidat de 39 ans est devenu une obsession. Officiellement, tous disent ne pas s'inquiéter de l'affluence dans ses meetings et de

ses bons sondages, assurant que la primaire donnera une telle dynamique au candidat élu qu'il rattrapera facilement l'ancien banquier. " *Les études d'opinion sont versatiles et n'ont jamais remplacé une élection* ", estime Christian Paul, député (PS) de la Nièvre et président du comité politique d'Arnaud Montebourg. " *Pour l'instant, Macron est en apesanteur, mais une fois la primaire terminée, il va devoir redescendre sur Terre* ", affirme un soutien de Manuel Valls.

Mais en privé, c'est le grand désarroi. Tous pensaient que la " bulle " Macron allait éclater durant l'hiver. Or, non seulement l'ex-protégé de François Hollande ne ralentit pas, mais il apparaît désormais comme le troisième homme de l'élection présidentielle, derrière Marine Le Pen et François Fillon, même si la valeur des sondages doit être relativisée, puisque tous les candidats ne sont pas encore connus.

" *Je suis stupéfait*, admet un député proche de M. Montebourg. *Depuis trois semaines, on ne me parle que de Macron sur le terrain, dans les réunions, en famille. Les gens veulent du changement et c'est lui qui l'incarne.* " " *Macron, c'est l'iceberg du Titanic socialiste, où l'orchestre joue la partition de la primaire pendant que le bateau coule* ", s'amuse un élu fraîchement rallié à En marche !

Le désarroi est tel que certains s'interrogent désormais sur l'hypothèse d'un vote utile en faveur d'Emmanuel Macron. " *Je ne serai pas*

de ceux qui favoriseront un second tour Fillon-Le Pen en me taisant et en laissant la gauche s'écrouler ", prévient ce parlementaire. " *Si fin février ou début mars, Macron est trop loin devant, j'appellerai à voter pour celui qui permettra de battre Fillon et Le Pen, dont l'élection serait une catastrophe sociale pour le pays* ", assure un soutien du premier cercle de M. Montebourg. " *Macron devant nous, ce sera intenable, s'inquiète un proche de François Hollande. Est-ce qu'on assumera le risque de faire élire le chrétien Fillon, ou pire, Marine Le Pen ?* "

" Pas d'accord d'appareil "

Preuve de cette confusion, même des éléphants du PS envisagent désormais de soutenir le candidat d'En marche !, alors que son programme demeure largement embryonnaire. " *Je sais que ma parole a du poids. J'utiliserai cette capacité pour aider celui qui sera en meilleure capacité de rassembler* ", a prévenu Ségolène Royal dans le JDD, dimanche 15 janvier, se réjouissant qu'" *Emmanuel regarde vers le futur* ". " *Je crois que la gauche peut gagner et lorsque nous y verrons plus clair, lorsque toutes les candidatures seront sur la table, que les candidats auront leurs signatures, alors il y aura des choix à faire* ", a abondé le ministre des affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, dimanche sur France 3.

Dans un entretien publié vendredi par *La Voix du Nord*, Emmanuel Macron a lui-même indiqué que si dé sistement il y avait, ce devait être en sa faveur et non l'inverse. " *C'est rarement à celui qui est en tête au passage*

du col qu'il revient d'apporter les bidons à celui qui est resté au premier virage de la montée ", a-t-il justifié. Une hypothèse qui fait bondir le camp de Manuel Valls. " Il est impensable que le candidat issu de la primaire ne soit pas candidat à la présidentielle, s'étrangle Didier Guillaume, sénateur (PS) de la Drôme et directeur de campagne de l'ancien premier ministre. Cela voudrait dire qu'on se fiche des millions d'électeurs qui seront venus voter les 22 et 29 janvier. "

Pour inciter le plus grand nombre d'élus à basculer, l'équipe d'En marche ! prépare déjà les législatives

et laisse entendre qu'un " appel " à candidatures sera lancé d'ici à la fin du mois. Objectif : présenter des candidats dans toutes les circonscriptions. " On ne fera pas d'accord d'appareil avec qui que ce soit, prévient Benjamin Griveaux, porte-parole d'En marche ! *Renouvellement, société civile et stricte parité seront les trois critères de nos investitures.* " Selon nos informations, M. Macron compte notamment réserver un tiers des sièges à des personnes issues du monde de l'entreprise ou du milieu associatif.

Pour attirer les candidats, l'ancien

ministre assure qu'ils pourront afficher une double étiquette, celle d'En marche ! et d'un autre parti. Seule obligation : signer une charte où ils s'engageront à soutenir " cinq à dix réformes essentielles " durant la législature. " Ce sera une sorte de mandat impératif, explique l'entourage de M. Macron. *L'inversion de la hiérarchie des normes en fera partie, par exemple. L'idée, c'est qu'on peut avoir des désaccords mais pas sur l'essentiel.* " Suffisant pour convaincre les hésitants ?

Cédric Pietralunga ■

par Cédric Pietralunga



FRANCE

François Fillon s'inquiète de la poussée du candidat d'En marche !

Pour la droite, l'heure est venue de " pilonner " le " fils parricide de François Hollande ", car il peut être présent au second tour

Feu sur Macron ! Après l'avoir longtemps ménagé, François Fillon et ses troupes ont décidé de charger ce rival qui leur inspire la plus grande crainte pour l'élection présidentielle. " *Il faut le pilonner car il est devenu trop dangereux*, juge l'entourage du candidat de droite. *Il peut siphonner les voix de la gauche et jouer le second tour.* "

Samedi 14 janvier, lors du conseil national du parti Les Républicains (LR), ce fut un vrai feu d'artifice à l'encontre du fondateur d'En marche ! Plusieurs ténors de droite ont vivement critiqué son bilan au ministère de l'économie. " *Il est le coresponsable et le mauvais génie du matraquage fiscal* ", a dénoncé Valérie Pécresse. " *C'est le fils parricide de François Hollande* ", a assené Jean-Pierre Raffarin, après que Bruno Retailleau a tiré à boulets rouges sur " *le fossoyeur du quinquennat et le candidat de la contradiction et du flou* ". Le signe qu'Emmanuel Macron était dans toutes les têtes des ténors de LR : " *En route et pas en marche !* ", a lancé la députée filloniste Annie Genevard à la tribune pour introduire son discours...

" Politique de l'eau tiède "

Cette offensive résulte d'une stratégie mise au point par l'équipe de M. Fillon. Récemment, une répartition des rôles s'est opérée : le candidat doit parler de son projet en s'adressant directement aux Français, pendant que ses lieutenants sont chargés de cibler ouvertement Emmanuel Macron. " *Ce n'est pas à Fillon de cogner Macron mais à ses sni-*

pers ", explique un stratège de la campagne.

Le message a été entendu par Pierre Danon. Dans nos colonnes aujourd'hui, ce proche conseiller de M. Fillon signe une tribune exclusivement destinée à écorner l'image de l'ex-inspecteur des finances, dépeint comme " *l'héritier d'un radical-socialisme* ", et tenant d'une " *politique de l'eau tiède qui a conduit notre pays à la faillite* ". " *Macron, c'est la poursuite de la politique du passif, du statu quo et de la dette* ", tranche-t-il.

Autre proche de M. Fillon, Bernard Accoyer a également la dent la plus dure contre l'ex-banquier de 39 ans, qu'il a qualifié samedi d'" *escroquerie politique* ", en fustigeant sa démarche " *anti-système* ". " *Macron, c'est une forme de populisme conduite par un pur produit de ce qu'il prétend lui-même dénoncer* ", déclare le secrétaire général de LR au Monde, avant de conclure : " *C'est un Beppe Grillo en Giorgio Armani !* "

Cette multitude d'attaques en direction de l'ex-patron de Bercy tranche avec la stratégie suivie jusque-là par le camp Fillon. Dès décembre, plusieurs ténors de droite – tels Eric Wœrth ou Benoist Apparu – s'inquiétaient du potentiel de ce rival attractif auprès des électeurs de droite, en particulier les jeunes, avec son positionnement libéral et pro-business. Mais à l'époque, ni le candidat de droite ni ses soutiens ne se risquaient à trop l'attaquer publiquement. Pas question d'accréditer l'idée

que M. Fillon éprouverait de la crainte, ni d'accorder trop d'importance à ce jeune ambitieux. Récemment, quand la presse a demandé à l'ex-premier ministre pour quoi il ne ciblait pas plus frontalement M. Macron, il a feint l'étonnement : " *Il est tellement flou, qu'est-ce que vous voulez pour le moment taper ?* "

Pourtant, en coulisses, la riposte s'organise depuis plusieurs semaines. Dès mi-décembre 2016, l'équipe du candidat de droite a monté un plan anti-Macron, en planifiant l'agenda du début de 2017 pour concurrencer les positions de l'ex-protégé de François Hollande. Ce dernier se pose en candidat de la modernité et de la jeunesse connectée ? Le " geek " Fillon se rend au Salon mondial du high-tech, à Las Vegas, du 4 au 6 janvier. M. Macron se montre discret sur les sujets régaliens ? M. Fillon programme un déplacement dans les Alpes-Maritimes, les 11 et 12 janvier, axé sur les thèmes de l'immigration, de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme. Angle d'attaque

Début janvier, un débat a eu lieu dans l'équipe Fillon sur la meilleure manière de contrer M. Macron. Un angle d'attaque a fait consensus : l'idée de faire passer cet énarque pour le " *candidat des élites* ", qui serait le favori de la présidentielle, déjà désigné par les médias contre l'avis du peuple... Soit le même angle d'attaque que celui utilisé par François Fillon et Nicolas Sarkozy face à Alain Juppé pendant la campagne de la primaire à droite.

Depuis, le nouvel homme fort de la droite ne cesse de répéter ce message. " *Il y a deux mois, je n'étais pas le candidat de l'establishment et je n'ai pas l'intention de le devenir* ", a-t-il lancé le 10 janvier, lors de ses vœux

à la presse. Sous-entendu : c'est Macron, " *le candidat de l'establishment* ". Une formule reprise quatre jours plus tard, lors du conseil national... " *Vu que les favoris sont tous rejetés, il faut que Fillon refile ce statut à Macron* ", juge un proche de l'ex-premier mi-

nistre. Un pari risqué.

Alexandre Lemarié ■

par Alexandre Lemarié



Le FN voit en M. Macron un " concurrent direct "

Les dirigeants du parti d'extrême droite attendent le programme de l'ex-ministre pour redoubler leurs attaques

Emmanuel Macron vient de s'imposer à l'agenda du Front national. Alors que le parti d'extrême droite concentrait jusqu'à présent ses attaques sur François Fillon, candidat du parti Les Républicains, l'ancien ministre de l'économie a contraint, ce week-end, les chefs de file frontistes à répliquer à sa volonté affirmée de s'ériger en " rempart " face à " un parti qui porte la haine, l'exclusion et le repli ".

Le maire d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), Steeve Briois, a moqué la visite dans sa ville, vendredi 13 janvier, du candidat d'En marche !, comparée à un " safari, avec pour seul but de revenir avec de belles photos et de profiter de la notoriété de Marine Le Pen ". Et a fustigé le supposé " mépris de classe " de M. Macron, qui a déclaré que " l'alcoolisme et le tabagisme se sont installés dans le bassin minier. Tout comme l'échec scolaire ". " Emmanuel Macron humilie encore une fois les classes populaires et les habitants de notre région, en relayant des clichés ", a estimé M. Briois.

Comme avec la victoire de François Fillon à la primaire de la droite, en novembre 2016, qui avait pris tout le monde de court, le Front national n'a pas encore préparé de réelle riposte à l'émergence de l'ancien banquier dans la course à la présidentielle. Certains dirigeants du parti de -Marine Le Pen veulent toujours croire que ce dernier ne dispose pas

d'un socle solide. " *Macron a les médias avec lui. C'est l'homme des banques, du système, c'est un imposeur. Petit à petit, il va s'effondrer* ", veut croire Jean-Lin -Lacapelle, secrétaire général adjoint du FN. Mais, à écouter David Rachline, directeur de campagne de Mme Le Pen, l'homme serait devenu un " concurrent direct " de la députée européenne, au même -titre que M. Fillon.

" Ça n'est pas très sérieux "

Pour l'instant, les dirigeants du FN se plaignent de ne pas avoir en main un projet précis contre lequel riposter. " *Macron, s'il dévoile son projet, on attaquera*, assure M. Rachline. *Le programme de Fillon était inconnu, et quand il l'a présenté, il a chuté. Quand -Macron va présenter son projet, ce sera pareil.* "

La visite de l'ancien banquier à Berlin, mardi 10, durant laquelle il a livré, en anglais, un plaidoyer pro-européen, a de ce point de vue offert des angles d'attaque au parti lepéniste. " *Les Français veulent une rupture dans les idées. Plus d'Europe, c'est plus d'emmerdes, plus de chômage, plus d'immigration. Marine veut changer ça* ", avance M. Lacapelle. Dans un Tweet, la présidente du FN s'est par ailleurs offusquée : " *Le candidat à la présidentielle Macron va à Berlin faire une conférence en anglais... Pauvre France !* "

Candidat hors parti, Emmanuel Ma-

cron prétend prospérer, comme Mme Le Pen, sur le rejet du système politique traditionnel. Et ne pas laisser l'électorat populaire à la fille de Jean-Marie Le Pen. Selon un sondage IFOP pour *Paris Match*, publié jeudi, il apparaît en deuxième position dans le vote des ouvriers, loin derrière la candidate du FN (entre 13 % et 17 %, contre 49 % à 50 % pour Mme Le Pen). " *Macron ne prend pas de voix chez nous*, tient à se rassurer un mariniste. *Il est perçu comme le candidat libéral, geek, européen, pas comme le défenseur de la nation et de la France éternelle.* "

L'affrontement avec la présidente du FN va se poursuivre à Lyon, puisque l'ancien ministre doit tenir un meeting au Palais des sports de Gerland, le 4 février, au moment où la candidate frontiste présentera son programme au Centre de congrès de la ville. " *Le dernier qui a essayé de faire ça, c'est Jean-Luc Mélenchon. Il a été sèchement battu*, remarque M. Rachline. *Tout ça n'est pas très sérieux.* " Le fondateur du Parti de gauche avait affronté la députée européenne aux élections législatives de 2012, à Hénin-Beaumont. Il sera lui aussi à Lyon pour tenir un meeting, le 5 février. En même temps que Marine Le Pen.

Olivier Faye ■

par Olivier Faye



FRANCE

Le Pen " n'a pas demandé à voir Trump "

De retour d'un voyage de trois jours à New York, la présidente du FN, Marine Le Pen, a assuré sur RTL, lundi 16 janvier, ne pas avoir " demandé à voir M. Trump " alors qu'elle s'est rendue dans la Trump Tower. La candidate à la présidentielle ne tarit pourtant pas d'éloges à l'égard du nou-

veau président américain, notamment en ce qui concerne sa volonté de mettre en place un protectionnisme économique. " *C'était un déplacement privé, il n'était pas à l'agenda de campagne* ", a expliqué Mme Le Pen, ajoutant qu'elle en a profité pour " rencontrer un certain nombre de

gens qui voulaient - l - interroger et participer à ce qui est en train de se passer en France ". La députée européenne est encore en recherche d'un prêt de 6 millions d'euros pour financer sa campagne. ■

